



4

Politique et législation liées au COVID-19 et aux pandémies

**PAS DE DEVERSEMENT NON CONTRÔLÉ,
PAS DE BRÛLAGE À CIEL OUVERT**

Protéger l'environnement et notre santé

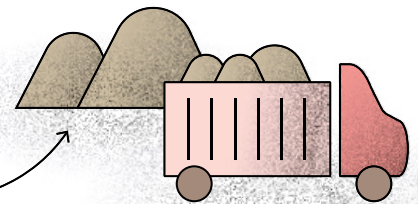
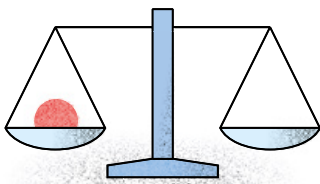
Pour plus d'informations, visitez le site internet unep.org ou contactez **Kevin Helps** (Chef de l'Unité FEM, Branche des Produits chimiques et de la Santé, PNUE) kevin.helps@un.org

"Des lois et des institutions fortes sont essentielles pour que les pays puissent répondre aux défis de la gestion des déchets liés à COVID-19 de manière à éviter les effets négatifs à long terme sur la santé et l'environnement".

Arnold Kreilhuber, directeur par intérim de la division juridique, PNUE

Le problème

Les orientations en matière de politique et de législation aideront les pays à disposer d'une base juridique et institutionnelle stable pour mieux répondre à une future urgence en matière de gestion des déchets telle que celle du COVID-19, et pour clarifier les mesures à prendre.

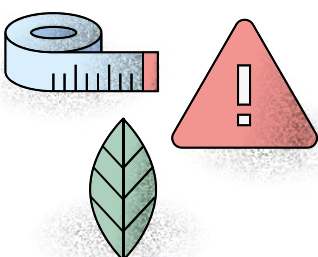


- 1 Couvrir les lacunes de la politique et de la législation nationales en matière de gestion des déchets médicaux liées aux situations d'urgence pandémique, telles que le COVID-19.
- 2 Donner la priorité à la gestion des déchets COVID-19 dans le pays par rapport aux autres flux de déchets. La pandémie entraîne une augmentation de la production de déchets médicaux, dont la mauvaise gestion peut entraîner des risques pour l'environnement et la santé.
- 3 Surveiller toute augmentation des importations et/ou exportations de déchets COVID-19 (en cas de manque de capacité de traitement dans le pays et à proximité de la source) et éviter le déversement. Pour plus d'informations, consultez la fiche d'information sur l'inventaire.

Conseils

Thèmes que les pays devraient envisager:

(a) Type d'instrument et base juridique

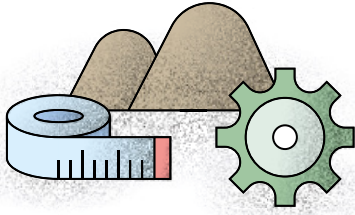


La législation nationale, par exemple sur la gestion des déchets, comporte-t-elle des dispositions autorisant l'adoption accélérée des mesures à court terme/urgentes nécessaires en cas de pandémie?

Quel type d'instrument est choisi pour l'adoption de mesures d'urgence?

Toute mesure adoptée pour faire face à la situation doit être temporaire et comporter des garanties pour son réexamen automatique / des motifs clairs de prolongation

(b) Portée des mesures adoptées



Quels sont le type et l'origine (provenant des soins de santé ou des ménages) des déchets couverts par les mesures?

Quelles sont la technologie et le type de processus utilisés pour la gestion des déchets (séparation, collecte, transport, stockage, désinfection, entreposage, traitement, élimination)?

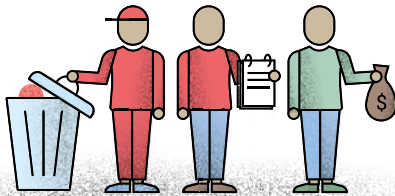
Quelles sont les mesures supplémentaires visant à surveiller l'exportation/l'importation de quantités accrues de déchets potentiellement contaminés par le COVID-19/dangereux conformément à la législation nationale et aux accords internationaux?

Quelles sont les institutions responsables (opérateurs et professionnels) des différentes étapes du processus de gestion des déchets ? Comment la politique et la législation peuvent-elles leur permettre de mener à bien leur travail efficacement dans une situation de crise (par exemple par des procédures accélérées d'accréditation ou de délivrance et de renouvellement des licences)?

Quelles sont les mesures nécessaires pour prévenir les effets négatifs sur l'environnement et/ou pour restaurer l'environnement au cas où il aurait été endommagé par l'augmentation des volumes de déchets et par l'application des mesures?

Le respect des normes internationales (obligations conventionnelles, comme dans le cadre de la Convention de Bâle, meilleures pratiques identifiées telles que les orientations de l'OMS sur la gestion sûre des déchets issus des activités de soins de santé) est essentiel.

(c) Suivi, respect et application



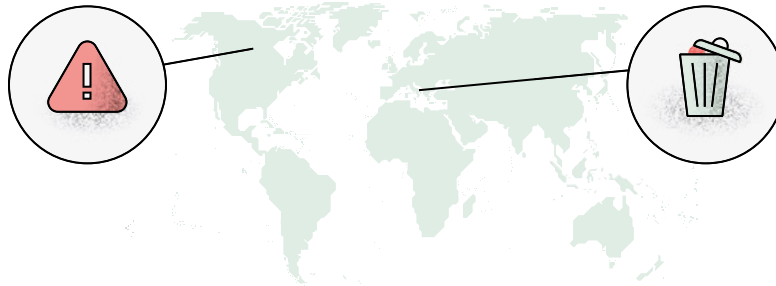
Quelles sont les obligations de déclaration des responsables de la gestion des déchets (par exemple, les opérateurs)?

Quelles sont les institutions publiques chargées de contrôler les mesures de gestion des déchets et l'état de l'environnement, ainsi que la mise en œuvre et l'application des exigences légales correspondantes ? Comment peut-on améliorer la coordination entre les différentes institutions?

Quels sont les outils économiques utilisés pour promouvoir la conformité (tels que les incitations fiscales et les subventions)?

Faits

La Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE, 1999) habilite le Gouverneur en Conseil à prendre des [règlements sur les urgences environnementales](#).



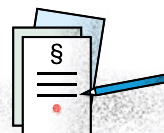
L'Italie a publié un [guide](#) sur la gestion des déchets municipaux provenant des ménages touchés par COVID-19 et de ceux qui ne sont pas touchés.

La marche à suivre

Le PNUE devrait analyser les mesures prises par les différents pays et identifier les meilleures pratiques et les leçons apprises. L'objectif est de:



Aider les pays à évaluer l'efficacité des mesures.

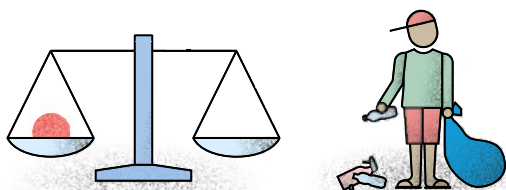


Envisager la révision de leur législation, si nécessaire, afin de la rendre plus souple pour faire face à des situations futures similaires, sans compromettre l'état de l'environnement.

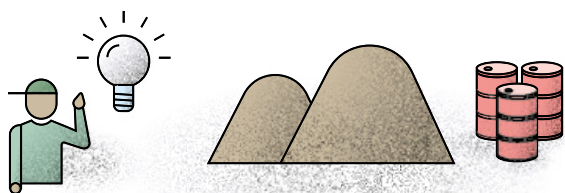
Programme spécial du PNUE sur les produits chimiques

Créé après la première Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, le Programme spécial du PNUE aide les pays éligibles à renforcer leurs institutions nationales, leur permettant ainsi de gérer de manière écologiquement rationnelle leurs produits chimiques et leurs déchets et de respecter les obligations internationales par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques,

Les projets pourraient mettre en œuvre des activités telles que:

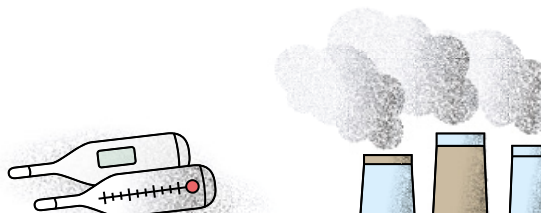


Élaboration ou révision de la législation nationale sur la collecte et le traitement des déchets de soins de santé et des déchets ménagers, sur la protection des travailleurs et des collecteurs de la gestion des déchets, et sur les mouvements transfrontaliers de déchets dangereux.



Sensibiliser et améliorer les connaissances sur l'impact positif de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets.

de lois et de règlements. Pendant et après le COVID-19, le Programme spécial du PNUE peut aider à élaborer des projets visant à remédier aux faiblesses et aux lacunes systémiques existantes liées à la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets que la pandémie a mis en évidence.



Évaluer les besoins réglementaires pour éliminer la fabrication, l'importation et l'exportation de produits contenant du mercure, et élaborer des règlements sur la lutte contre la pollution atmosphérique pour les secteurs émetteurs de mercure.



Organiser des formations pour les professionnels de la santé et de la gestion des déchets en première ligne sur la manipulation sûre des déchets dangereux et infectieux liés aux soins de santé